

LES SYNDICALISTES NE SONT PAS DES CRIMINELS !

Depuis l'annonce de la convocation du Secrétaire Général de la FNME-CGT le 6 septembre prochain à la gendarmerie de Montmorency et des dirigeants syndicaux de nos syndicats, les messages de solidarité affluent de l'étranger.

Choqué, scandalisé, sidéré... Les premières réactions internationales font toutes le même constat :

« Comment ne pas voir dans cette volonté de cadenasser les libertés syndicales, la dérive autoritaire d'un pouvoir politique et d'un système économique aux abois qui à force de ne plus séduire ne peut que réprimer? » écrivent dans un courrier en date du 24 août Geoffrey Goblet et Werner Van Heetvelde respectivement secrétaire général et président de la puissante fédération belge, la FGTB-ABVV.

Forte de 45 millions de travailleurs en Europe, la Confédération européenne des syndicats a adressé un courrier à Elisabeth Borne, Première ministre, pour lui « faire part de l'inquiétude de la Confédération européenne des syndicats face aux développements en France qui vont manifestement pénaliser l'action syndicale en général » et de préciser « Nous condamnons cette action contre le secrétaire général de la FNME et un membre de la direction de la CGT. Il s'agit d'une attaque inacceptable contre les syndicats et les droits syndicaux ».

Dans une lettre adressée à la ministre de la

Transition énergétique, Jan Willem Goudriann, secrétaire général de l'EPSU, Isabelle Barthès et Judith Kirton-Darling, secrétaires générales adjointes d'IndustriAll Europe, écrivent: « Nous considérons que les actions de votre gouvernement sont une revanche contre un syndicat puissant, qu'elles criminalisent l'activité syndicale et qu'elles sont inacceptables ». Un rassemblement de soutien devant l'ambassade de France à Bruxelles est également prévu en soutien à ces répressions et pour dénoncer la criminalisation syndicale partout dans le monde.

En juin dernier, un groupe d'experts étaient mandatés par les Nations unies qui s'inquiétaient de la répression policière dans les manifestations en France contre la réforme des retraites et des méga-bassines. Face à ce que la matraque n'aura pas réussi à faire taire, le gouvernement instrumentalise la justice pour intimider les militants et militantes de la CGT.

La répression syndicale est un problème mondial tout le comme le sont les attaques contre le droit de grève et les actions syndicales collectives. Amplifions les actions de solidarité envers l'ensemble des camarades poursuivis et tissons les liens de la solidarité internationale!